

On peut lutter contre le chômage

Posted on 14 octobre 2018 by Patrick Rouillier

Nos dirigeants ont tous déclarés comme priorité N°1 la lutte contre le chômage. Ils ont tous échoués. Il est apparu d'autres priorités, la conservation du pouvoir d'achat, l'égalité, la réduction des déficits. Quatre priorités, c'est trop, surtout si elles peuvent être antagonistes.

Le niveau de chômage dans un pays est effectivement de première importance

- Parce qu'il reflète le niveau d'activité économique, donc de croissance
- Parce qu'il est fondamental pour l'équilibre des comptes de l'assurance chômage, des caisses de retraites, et de la sécurité sociale

Pour lutter contre le chômage il faut tout d'abord bien en cerner les paramètres. De nos jours les pays ne vivent plus en autarcie comme c'était le cas jusqu'au XVI^{ème}, XVII^{ème} siècle et les échanges commerciaux sont de plus en plus importants. La balance commerciale en est le reflet.

- Lorsqu'un pays importe des produits qu'il consomme, (soit parce qu'il n'a pas la technicité suffisante pour les fabriquer, soit parce que ses coûts de fabrication ne le rendent pas compétitif vis à vis des produits importés), on peut dire qu'en même temps que les produits il importe du chômage (puisque ces produits ne sont pas le fruit de ses travailleurs)
- Inversement, lorsqu'un pays exporte les produits qu'il a fabriqués on peut dire qu'il exporte aussi du chômage dans le pays importateur.

On comprend comment la compétitivité des entreprises, sur le plan international est fondamentale pour l'économie et le niveau de chômage d'un pays. Ne nous leurrions pas, diminuer notre chômage c'est augmenter celui des autres. Il s'agit d'une véritable guerre commerciale non avouée.

La compétitivité des entreprises et l'emploi

Une des pistes pour créer de l'emploi (préconisée par la droite libérale et honnie par la gauche Keynésienne) consiste à alléger les charges des entreprises pour leur redonner de la compétitivité (en diminuant leurs coûts), regarnir leurs carnets de commandes, et ainsi les inciter à embaucher pour couvrir leurs besoins. Cette méthode a notamment été utilisée en Allemagne par Gerhard Schröder avec un

certain succès. Elle présente cependant de gros inconvénients

- Dans la mesure où on allège les charges des entreprises (Cadeau aux patrons disent « la gauche ») les recettes de l'état diminuent et sa capacité de redistribution (services publics ou aides sociales) est moins grande. Le contribuable est pénalisé. De plus, la compétitivité des entreprises étant accrue elles font des meilleurs profits qui profitent aux actionnaires. C'est une approche très inégalitaire car l'argent passe de la poche des contribuables à celle des actionnaires.
- Les entreprises prétendent, en contrepartie, créer du travail ce qui profiterait aux salariés. En fait l'embauche (si elle se produit) n'est en rien une contrepartie de l'aide reçue, mais une simple conséquence de la nouvelle compétitivité. Les entreprises embauchent parce qu'elles ont des commandes à honorer grâce auxquelles elles feront de nouveaux profits. Ces embauches ne leur coûtent rien mais au contraire leur rapportent. Les entreprises reçoivent donc des aides sans contrepartie.
- La mise en place du processus est longue. Dans un premier temps les aides de l'état servent à reconstituer la trésorerie des entreprises, phase nécessaire pour leur donner un volant d'action. Après cette phase vient celle de l'investissement et de l'intégration de l'aide dans la diminution de la structure des coûts. Enfin vient la phase de démarchage et la conquête de nouveaux marchés, c'est seulement alors que l'influence sur le niveau de chômage se fera sentir. L'ensemble du processus peut prendre au moins deux à trois ans. Durant ce temps le contribuable paie sans rien voir venir. Très rapidement l'opposition crie au scandale et bientôt les électeurs réclament des comptes et le gouvernement est obligé de lâcher du lest, de redistribuer du pouvoir d'achat, et la politique capote. Seules les entreprises en sont bénéficiaires car elles se sont enrichies.
- Comment rendre viable ce processus et lui donner une certaine justice. Il faut trouver une contrepartie à fournir par les entreprises pour rendre le processus équitable. On ne peut demander aux entreprises d'embaucher avant d'avoir des besoins en main d'œuvre, ce serait ridicule, impossible, et improductif. On ne peut demander qu'elles fournissent une contribution financière car ce serait leur donner d'une main ce que l'on leur retire de l'autre. La contrepartie réclamée ne doit pas entamer leur compétitivité. La solution serait de demander, en échange de l'aide financière apportée par l'état (le contribuable) de céder une part de leurs actifs à l'état. Ce transfert d'actions ou de parts sociales n'aurait aucun impact sur l'exploitation et la compétitivité des entreprises et constituerait une forme de caution pour l'état. Celui-ci pourrait revendre ces actions soit à l'entreprise elle-même, soit sur les marchés et ainsi récupérer, pour les contribuables la capacité de redistribution perdue. Le financement de la reconquête du marché et de la création d'emploi serait alors

juste et égalitaire.

Cette solution qui pourrait être acceptable pour les citoyens serait évidemment décriée par le patronat habitué à recevoir des aides sans contrepartie.

L'utilisation efficace des ressources

Du temps de la Royauté, le Roi avait des droits, qui lui avaient été conférés par Dieu et le peuple le devoir de le servir. La république a changé la donne. Selon le principe de la solidarité, les citoyens sont tenus au devoir de solidarité envers leurs compatriotes. En ce qui concerne les assurances chômage, le principe est le même. Tous les participants (cotisants) se portent solidaires des membres défaillants. Il en résulte que ce sont l'ensemble des membres qui ont le devoir d'aider les chômeurs et non ces derniers qui ont des droits à une aide. Avec l'usage et l'habitude il est devenu courant de parler des droits des chômeurs au lieu d'évoquer le devoir général de solidarité. Ne nous trompons pas, les bénéficiaires du chômage restent redevable de leurs indemnités à la collectivité.

Une fois posée ce préambule, nécessaire car ce que je vais dire va déclencher une polémique avec avis très favorable coté patronat et droite et des cris d'indignation côté gauche !

Nous cherchons, à rendre compétitive une économie plombée par ses couts de main d'œuvre trop élevés et nous avons d'autre part environ 3,5 millions de personnes au chômage payées à ne rien produire. Chercher l'erreur ! C'est un volant de main d'œuvre et de productivité gigantesque et couteux qui est inutilisé.

D'autre part une très grande partie de notre consommation est faites de produits importés car notre industrie est incapable de les produire à un cout compétitif. Tout le gros électroménager (Frigidaires, Machines à laver, micro-ondes, fours), la majorité du petit électroménager (Fers à repasser, robots ménager, batteur), les télévisions, tous les produits high-techs, les smartphones, les scooters, la majorité des voitures « dites » Françaises, etc., etc. ne sont pas fabriqués en France. Pour la plus part non pas pour une raison de compétences mais pour une raison de cout. Cela représente des centaines de milliers d'emplois directs ou indirects de perdu ou plutôt cédés aux pays fournisseurs. Un véritable gâchis.

Contrairement à une rumeur délétère propagée par des groupes à la pensée nauséabonde, la grande majorité des personnes au chômage souhaitent vivement retrouver un emploi stable, et beaucoup sont même prêt à faire les effort nécessaires pour y parvenir.

Alors pourquoi ne pas aborder de front le défi qui est le nôtre !

Rêvons un instant. Les Assedic pourrait investir dans des usines de production, disons, par exemple, de machines à laver et de Frigidaires d'entrée de gamme. Une technicité largement à notre portée. Les chômeurs volontaires pourraient y être employé moyennant une surcote de leur allocation (cadres, techniciens, comptables, commerciaux, ouvriers). Sur le plan salarial l'entreprise ne supporterai que la surcote accordée aux chômeur (le reste étant assuré normalement par les ASSEDIC) et se retrouverai en bonne position de compétitivité vis à vis des produits d'importations. Les ASSEDIC pourraient alors en partie se financer sur les revenus de l'entreprise. Les sous-traitants y trouveraient un regain d'activité et les importations de produits étrangers seraient ralenties (sans imposer de barrières douanières comme cela semble être, malheureusement, à la mode), et surtout les chômeurs y retrouveraient la dignité qu'assure l'autonomie financière.

Voilà une idée qui réjouira les partis de droite (les chômeurs sont des fainéants) et qui fera crier les partis de gauche (les chômeurs sont des victimes), deux affirmation aussi inutiles l'une que l'autre. Il s'agit d'une suggestion qui sans doute peut poser certains problèmes. Mais les problèmes sont fait pour être résolut. C'est la classique défense de ceux qui ne veulent pas bouger, des conservateurs, que de soulever des problèmes soi-disant insolubles. On observe cela chaque fois que l'on cherche à faire bouger les lignes. Dans la plupart des cas on s'aperçoit vite qu'il s'agit de faux problèmes. La dynamique, la force d'un pays est justement d'aborder les problèmes et de leurs trouver la meilleure solution, de faire preuve d'initiative, d'innovation ? N'oublions pas que la lutte contre le chômage est aussi une guerre commerciale et que qui baisse les bras sera le perdant.